

Les Nouvelles

de Loire-Atlantique

Mensuel édité par la
Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1011

20 février 2017

prix : 0,70 €

Hôpital, école, transports, Poste

DU FRIC POUR LES SERVICES PUBLICS

Roumanie



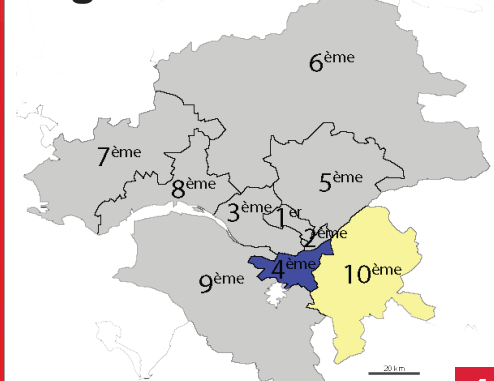
Le gouvernement recule **2**

2017



L'imposture FN **3**

Législatives



Paroles de candidats **4**

Politique locale



Eau et assainissement **7**

Commémorations



Du procès des 42 et des 16 **8**

L'édito de Pierre CHAUVIN : Incertitudes électorales



A deux mois de l'élection présidentielle le résultat du scrutin paraît plus incertain que jamais. **Bien malin ceux qui auraient pu prévoir le scénario qui s'écrit jour après jour devant nos yeux.** La valse des prétendants a tourné court et les Sarkozy, Juppé, Hollande et Valls ne feront pas partis du casting.

Jour après jour, nous assistons aussi au triste spectacle d'une droite déconfite devant les révélations concernant son candidat F. Fillon. Ce dernier, dont la désignation fut une surprise pour la droite, est aujourd'hui contesté dans son propre camp et dans son électorat. L'homme qui voulait privatiser la sécurité sociale risque de se trouver privé d'un second tour qui semblait lui tendre les bras. **L'élection de Benoît Hamon à la primaire de « la belle alliance populaire » vient confirmer cette tendance au renouvellement voulu par la population. Sa désignation marque surtout un désaveu du peuple de gauche pour tout ou partie de la politique menée depuis cinq ans par le gouvernement actuel.** Dans ce contexte où rien n'est écrit d'avance la possibilité d'un duel entre l'extrême droite et les ultra-libéraux à la sauce Fillon ou Macron reste d'actualité mais la gauche rassemblée peut-elle aussi à son tour venir créer la bonne surprise de cette élection. **Le PCF en faisant le choix de soutenir Jean-Luc Mélenchon dans une campagne autonome tout en continuant la bataille du rassemblement à gauche est au cœur de ce combat.**

Du local au national de nombreuses initiatives voient le jour ou se renforcent pour appeler les forces de gauche à se rassembler pour l'élection présidentielle et pour les élections législatives. Les communistes y participent activement dans la continuité de l'appel de notre 37ème congrès et de notre conférence nationale du 5 novembre dernier. Avec cette même ambition nos candidats aux élections législatives ont commencé à battre le terrain dans notre département en portant à la fois le bilan des députés communistes et en proposant le projet que nous portons pour la prochaine législature.

« Là où il y a une volonté, il y a un chemin » disait le camarade Lénine, gageons que notre volonté nous ouvre le chemin de la victoire prochaine !

Les roumains se dressent contre l'oligarchie et la corruption

Après la révolte victorieuse des polonaises face à la tentative de leur gouvernement réactionnaire, de restreindre encore plus la loi encadrant le droit à l'avortement, le relais vient d'être pris par la population roumaine.

Près de 300 000 personnes, dont la moitié à Bucarest ont manifesté pour le retrait du projet gouvernemental visant à revenir sur la campagne anti-corruption. Il s'agirait des plus grands rassemblements depuis la chute des Ceausescu en 1989.

Plus de 1500 hommes politiques et hauts fonctionnaires ont été envoyés derrière les barreaux ces dernières années pour corruption. Or le PSD (Parti social-démocrate) a gagné les législatives en décembre 2016 avec son allié de l'Alliance des libéraux et démocrates (Alde) : « cela ne leur donne pas le droit de modifier le code pénal de nuit, en cachette ! Nous ne voulons pas revenir un quart de siècle en arrière. C'est la corruption qui a poussé des millions de Roumains à partir travailler à l'Ouest. Il est temps qu'on arrête cette bande de voleurs ! ». Le projet a été retiré, au moins provisoirement, mais le pouvoir est à la manœuvre...



L'actualité internationale

2

Frontières de l'Est : provoquer la Russie pour tester Trump ?

Durant sa campagne Donald Trump avait laissé entendre qu'il pourrait lever les sanctions contre la Russie, décidées comme mesure de rétorsion par les occidentaux, après la reprise à l'Ukraine de la Crimée, donnée par Khrouchtchev dans les années 50.

Il déclarait par ailleurs, « l'OTAN obso-lète » et appelait les européens à augmenter leurs budgets défense (passer à 2% du PIB).

Inquiet du départ d'Obama, qui tenait tête à Moscou (au moins dans les mots), le premier entretien téléphonique entre Trump et Porochenko, l'oligarque ukrainien à un peu rassuré Kiev.

Trump devenu président a assuré vouloir travailler avec Kiev et Moscou, afin de mettre fin au conflit entre le gouvernement ukrainien et la population rebelle de l'est du Donbass.

Mais devant le conseil de sécurité de l'ONU, la nouvelle ambassadrice des E.U, Nikki Haley, a dit l'inverse : Elle a appelé à une « condamnation forte et claire des agissements russes » et averti que les sanctions resteront en place « jusqu'à ce que la Russie redonne le contrôle de la Crimée ».

Devant ces signaux contradictoires de Washington, qui croire ? Qui décide ? Qui commande ?

Soudain, début février l'est de l'Ukraine s'enflamme violemment à nouveau, malgré la trêve signée fin décembre entre l'armée ukrainienne et la DNR (République autonome de Donetsk). C'est le retour de la sale guerre.

Comment expliquer ce retour d'une guerre qui a déjà fait 10 000 morts depuis avril 2014 ?

Selon le JDD du 5 février « Les autorités ukrainiennes ont pointé du doigt leurs ennemis séparatistes et leurs alliés russes. La situation est pourtant plus trouble et l'armée ukrainienne serait



fil entre Donald Trump et Vladimir Poutine », explique un diplomate occidental.

Des mouvements nationalistes « volontaires » ukrainiens, ont organisés le blocage de trois voies ferrées reliant les territoires ukrainiens et séparatistes. Certains développent même l'idée « d'édifier un mur », isolant les territoires séparatistes « pour de bon ».

Au même moment l'OTAN déploie 3000 hommes sur le flanc oriental de la Russie et isole l'enclave russe de Kaliningrad.

Le conseil de l'Atlantique Nord réuni à la mi-février à Bruxelles, a confirmé ce déploiement dans les Etats Baltes, ainsi qu'en Pologne (une brigade de blindés). Des soldats français (2e RIMA du Mans) sont arrivés en Lettonie, d'autres arriveront en Lituanie en 2018.

Le président russe a demandé « une évaluation des forces aéropatiales et du système de défense aérienne pour des temps de guerre et sur la capacité à repousser une agression ». Dans l'enclave de Kaliningrad, siège de la flotte russe de la Baltique, des missiles sol-air d'une portée de 400 km y ont été déployés en réponse au renforcement des forces de l'OTAN.

La guerre aux frontières de l'U.E : juste des mots ?

aussi à la manœuvre ».

De fait les forces loyales à Kiev sont à l'offensive pour récupérer des territoires dans la zone tampon, mais aussi pour tester Trump.

Il s'agit de contraindre le président à choisir plus clairement son camp.

« Comme par hasard l'armée ukrainienne a lancé une grosse attaque avec des bombardements à l'artillerie lourde, le lendemain du coup de

Les « doutes » de l'Européen Juncker



Remplaçant du conservateur portugais José Manuel Barroso, parti « pantoufler » chez Goldman Sachs, le président actuel de la commission européenne, déprimé par le Brexit, la crise grecque, l'élection de Trump, et les combats aux frontières de l'U.E, ne briguera pas de 2^{ème} mandat. Il doute de la capacité des Européens à rester unis.

« L'U.E évolue dans des directions difficilement compatibles entre elles ».

Le monde de Juncker négociateur du traité de Maastricht est finissant. Une nouvelle génération doit le remplacer, avec un œil neuf sans avoir la mémoire des mille compromis scellés depuis un quart de siècle.

Les créanciers d'Athènes agitent à nouveau la menace du Grexit.

Le pays pourrait voir sa dette publique exploser jusqu'à atteindre 275% du PIB en 2060 selon le FMI, contre 180 aujourd'hui, l'institution préconise une restructuration dont Berlin ne veut pas entendre parler. De nouveaux crédits d'un montant total de 86 milliards d'euro en échange de nouvelles réformes, tel est l'enjeu de la réunion de l'Euro-groupe qui se tient le 20 février à Bruxelles. « Les politiques de rigueur ça suffit » a déclaré Tsipras premier ministre grec.

Sept Etats du Sud, plus la France, en recherche de solidarités

Réunis à Lisbonne à la fin du mois de janvier, les pays méditerranéens de l'U.E (La Grèce, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, Malte, Chypre et la France) ont tenu leur second sommet.

Le passage à l'Euro en 1999 devait accélérer la convergence économique entre les membres. Plus de 15 ans plus tard, c'est l'inverse qui s'est produit. « Un fossé s'est creusé entre deux Europe.

Ce déséquilibre a éclaté au grand jour lors de la crise de 2008. La dépression s'est doublée d'une crise bancaire et de l'envolée des dettes publiques.

Pour résorber leurs déficits, Lisbonne, Athènes, Madrid ont entamé une douloureuse cure d'austérité et de baisse des salaires, sous l'injonction de la Commission et de l'Allemagne.

Comment, dès lors, recréer de la convergence entre le Nord et le Sud en bannissant l'austérité et l'obsession allemande de la vertu budgétaire ?

Trump : Impulsivité et imprévisibilité... Amateurism First ?

L'heure n'est plus aux hypothèses, mais bel et bien à la confrontation entre les déclarations du candidat Trump, et l'exercice concret du pouvoir par le président.

Son élection, il la doit autant aux erreurs de campagne de la candidate Démocrate, qu'aux aspirations des classes populaires et moyennes américaines, dans leurs détresses, frappées par des années de néolibéralisme.

Or, les réponses qu'il apporte ne sont pas les bonnes.

Désigner à coup de tweets des coupables idéaux, livrer à la vindicte populaire, un jour les musulmans, le lendemain une partie de la population ou d'un pays, tout cela ne fait pas une politique.

La rédaction précipitée et brouillonne du premier décret sur l'immigration, a révélé toute l'impulsivité et pour tout dire l'amateurisme de la nouvelle équipe.

Au bout de trois semaines seulement...

Le premier bilan est désastreux : le décret sur l'immigration retoqué par la justice; la nomination de plusieurs membres de son cabinet contestée, la démission du conseiller à la sécurité nationale...

Deux contre-pouvoirs fondamentaux sont en résistance.

Les petits juges ont très vite su mobiliser le pouvoir judiciaire pour bloquer le décret présidentiel. La presse traditionnelle de



la côte est et les villes sanctuaires de la Californie ont amplifié la résistance des villes démocrates.

Au-delà des réactions institutionnelles, d'autres acteurs émergent et agissent comme des contre-pouvoirs parallèles.

La politique brouillonne du président a fédéré un ensemble de contre-pouvoirs, depuis les géants de l'économie, en

passant par wall-street, jusqu'aux scientifiques. Mais surtout une nouvelle vague de citoyens exigent des Démocrates, prudents après leur défaite, d'agir d'avantage.

Plus grave, les déclarations contradictoires entre le président et ses lieutenants, font peser de très gros risques d'instabilité sur le monde. Il n'est pas de dossier internationaux, Chine, Japon, Russie, Ukraine, Israël, où le président doit souffler le chaud et le froid, après les déclarations de ses ministres. Un pas en avant, deux pas en arrière ?

Pour l'heure Trump n'est même pas « un tigre de papier » (apparemment menaçant mais en réalité inoffensif), Il fait davantage penser à un éléphant dans un magasin de porcelaine.

Le PCF en campagne pour 2017

Pour la présidentielle et les législatives, le PCF lance un tout nouveau site de campagne : www.2017.pcf.fr. Les visiteurs y retrouveront l'actualité de la campagne, l'agenda, les matériels militants, la présentation des candidats présenté-e-s ou soutenu-e-s par le PCF, des vidéos thématiques, l'alerte intox interactive, la souscription en ligne... et plein d'autres surprises...

Mise en ligne le 27 février.



2017 : tout reste ouvert

3

Il y a encore quelques semaines de cela, le paysage politique semblait cadencé et le second tour promis à Marine Le Pen et François Fillon. L'ex Premier-Ministre stoppé dans son élan par une batterie de casseroles et un programme jugé trop réactionnaire fait désormais campagne au ralenti, évitant soigneusement tout bain de foule ou rencontres populaires.

A gauche, le social libéralisme porté par François Hollande et Manuel Valls a une fois de plus été sanctionné lors de la primaire dite de « la belle alliance populaire ».



Pour le Parti Communiste Français et son comité exécutif national « rien n'est donc joué. La victoire d'une politique de gauche reste à construire », ainsi, « une nouvelle période de la campagne des élections présidentielle et législative s'engage sous la pression croissante de millions d'électrices et d'électeurs qui cherchent un espoir à gauche ».

Pleinement engagé dans la campagne des élections présidentielle et législatives, le PCF réitère son appel à voter en faveur de Jean-Luc Mélenchon et appelle à « amplifier la campagne de rassemblement engagé par les communistes autour des propositions de la France en commun. »

Le rassemblement reste effectivement le maître mot pour les communistes qui appellent « toutes les forces de gauche à retrouver le chemin du dialogue, à débattre du projet et des contenus pour travailler au maximum de convergence permettant la construction d'un pacte de majorité. » Pour sa part, insistent-ils, « le PCF est prêt à toutes les rencontres utiles et met au pot commun du débat nécessaire à gauche ce qu'il considère être les grands axes et les propositions constitutifs d'une véritable politique de gauche ».

Les communistes proposent la France en commun



L'imposture FN

Dans les semaines à venir, les communistes appellent à amplifier la campagne contre la droite et l'extrême-droite à fin de démythifier le programme du Front National qui, sous l'apparence d'une certaine nouveauté idéologique, reste finalement tel qu'en lui-même.

En effet, le programme de 144 mesures du parti de Marine Le Pen tourne principalement autour des questions d'immigration, de sécurité et de sortie de l'Union Européenne. Le FN n'a en rien changé puisque tout son programme doit être lu à l'aune de la lutte contre l'immigration. Il propose de fixer un solde annuel d'immigration légale à 10000 personnes, la fin du droit du sol et du rapprochement familial, la possibilité d'acquisition de la nationalité française à la filiation ou à la naturalisation qui deviendrait évidemment plus contraignante ou encore en supprimant l'aide médicale accordée aux clandestins.

En cohérence le FN propose la priorité nationale pour ne plus dire la préférence nationale, souhaitant inscrire dans la constitution « la défense de notre identité de peuple » et garantir l'emploi et le logement social aux français dits « de souche ». Dans ce contexte, le concept de laïcité est entièrement tourné contre les musulmans, une laïcité plus accommodante lorsqu'il s'agit de l'enseignement libre : entendez catholique !

La société de Marine Le Pen c'est aussi une société sécuritaire où la police occupe une place prépondérante au mépris de la justice jugée laxiste. Au programme : rétablissement des peines planchers, suppression des remises de peine, expulsion des délinquants et criminels étrangers, 40000 places de prison supplémentaires et une perpétuité réelle. Et, tant qu'à augmenter le budget police, pourquoi non plus, ne pas augmenter celui de l'armée qui devrait doubler d'ici à 2022.

Sur le plan économique, là aussi, si l'on gratte, sous le vernis se cachent les anciens penchants du FN pour le medef et le libéralisme, en outre, rien de bon pour les salariés ! Si vous rêviez d'une hausse du SMIC, vous pouvez passer votre chemin. Pour le parti d'extrême droite une telle mesure se traduirait

Ne vous trompez pas de colère !



Parti Communiste Français

LE FRONT NATIONAL EST LE MEILLEUR ALLIÉ DES CAPITALISTES

PCF

pas des charges supplémentaires pour les entreprises. A la place d'une augmentation des bas salaires, le FN propose une prime de pouvoir d'achat de 1000€ par an financée par une contribution sur les importations de 3%. Pour ce qui est de l'augmentation des autres minimas, rien de plus simple en supprimant ceux perçus par les étrangers. Le versement des minimas sera conditionné à la nationalité ou à la résidence française depuis plus de 20 ans. Tout comme la garantie de bénéficier de la sécurité sociale ne sera accordée aux seuls français c'est-à-dire aux détenteurs de la carte nationale d'identité qui fera également office de carte vitale !!!

Comme on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, la transmission de patrimoine sera favorisée (à hauteur de 100000 euros à chaque enfant tous les 5 ans) et le taux d'imposition sur les sociétés fortement réduit !

Il ne s'agit là que de quelques mesures défendues par le FN mais qui démontrent le caractère profondément antisocial et excluant de son programme. **La France et la République telles qu'elles se sont forgées au fil des siècles portent d'autres valeurs. Le FN foule aux pieds ces valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité !**

En Loire-Atlantique, on lutte contre le FN

Le « collectif unitaire contre l'extrême droite et ses idées dont le PCF est membre appelle à une Manifestation d'opposition à la venue à Nantes de la candidate du FN à l'occasion d'un meeting.

Manifestation contre l'extrême droite et ses idées
Le 25 février 2017 à 15h00 à la croisée des trams à Nantes

Le livre l'imposture du Front National, le danger de la droite de Pierre Laurent, Alain Hayot, Marc Brynhole paraîtra le 27 février 2017.

A l'occasion des échéances électorales de 2017, les communistes présentent dans un récent ouvrage les premières mesures d'un programme de gouvernement en sept axes d'action pour répondre aux exigences populaires. Le programme est disponible à la fédération du PCF (2€).

Les citoyens veulent que la gauche soit unie



Plusieurs initiatives se font jour à travers le pays pour que les trois candidats de gauche, Benoît Hamon, Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon, puissent faire cause commune pour les échéances à venir.

A Nantes, un premier apéro citoyen a eu lieu à l'initiative des trois auteurs de BD, Cyril Pedrosa, Annaïg Plassard et Loïc Sécheresse. Une cinquantaine de personnes étaient présentes : citoyens, militants politiques (PCF, EELV, PS, France Insoumise...) parmi lesquelles Aymeric Seassau Secrétaire de la fédération de Loire-Atlantique du PCF.

L'objectif pour les organisateurs est de convaincre les candidats de gauche à la présidentielle et leur organisation à se rencontrer et à dialoguer. Pour faire suite un autre rassemblement a été organisé à Nantes le 16 février dernier (alors que nous écrivons ces lignes).

Législatives 2017

En Loire-Atlantique les communistes ont désigné les Chefs de file dans les circonscriptions du département. Ces chefs de file sont à la disposition du rassemblement pour faire vivre les engagements d'une gauche mue par les valeurs de justice sociale et de solidarité internationale. Ils entrent désormais en campagne pour faire vivre les propositions et les exigences du programme « La France en commun » !

A Chaque numéro désormais, nous donnerons la parole aux binômes soutenu par le PCF dans les circonscriptions de Loire-Atlantique. Ils pourront y exposer les enjeux et leurs propositions propres à leur territoire d'élection.



Législatives : Paroles de candidats 4

Echo de campagne



Nathalie Blin et Robin Salecroix, chefs de file sur la deuxième et la troisième circonscription de Loire-Atlantique sont allés à la rencontre des salariés de Vivarte.

Sur Nantes le magasin « La Halle aux Chaussures » de la Bottière va fermer.

Les candidats ont apporté aux salariés tout leur soutien et fait part de la déclaration des communistes du département qui fustige les stratégies financières qui ont guidé les actionnaires successifs à ne privilégier que les appétits des actionnaires au détriment des salariés, leur assurant du soutien des communistes pour défendre, à leur côté, la pérennité de l'emploi, les conditions de travail et pour promouvoir une politique commerciale de long terme.

Matériel disponible à la Fédération



10^{ème} circonscription Des services publics de proximité

LES CHEFS DE FILE

Marie-Claude ROBIN
Conseillère municipale de Basse-Goulaine

Pedro MAIA
Conseiller municipal de Gorges

La 10^{ème} circonscription est au carrefour géographique de 3 départements : la Loire-Atlantique, le Maine et Loire et la Vendée. C'est un territoire de 130 000 habitants, rural, périurbain et urbain. L'urbanisation croissante des communes de la seconde couronne nantaise est réelle, la forte augmentation du prix du logement dans l'agglomération nantaise accélère le phénomène et modifie la sociologie des populations.

Des populations plus jeunes et plus modestes font le choix d'aller vivre plus loin de leur lieu de travail et de profiter du calme de la campagne. Le développement des réseaux de transports collectifs (TER, Tram-Train, bus, cars, co-voiturage) sont donc indispensables aux déplacements et à la qualité de l'air que nous respirons. Le territoire est vallonné et humide, la Loire, la Sèvre ou la Maine dessinent les paysages. Ces caractéristiques sont propices aux cultures maraîchères sur les bords de Loire, à la production de vins sur les buttes des vallées de la Sèvre et de la Maine et à la production laitière et céréalière dans les bocages du sud de la circonscription. **L'agriculture et l'industrie agro-alimentaire, malgré la crise que ces secteurs**



traversent, jouent un rôle important dans le tissu économique et social du territoire. Les usines Nestlé, LU, BN, Castel, Gastro-nome emploient jusqu'à 400 salariés. Les menaces de rachats et de montages financiers, à la BN par exemple, font peser des risques sur l'emploi d'où la nécessité de combattre la financiarisation de l'économie. L'agriculture et la viticulture sont aussi confrontées à la pression sur les prix exercée par les industriels, les négociants et la grande distribution. Favoriser l'agriculture paysanne, les circuits courts et garantir des prix rémunérateurs aux producteurs est un enjeu fort pour notre souveraineté alimentaire et pour

notre écosystème. **Le développement démographique du territoire augmente les besoins en services publics.** Pourtant ils subissent la loi de l'austérité. Des bureaux de poste réduisent leurs horaires ou ferment les portes, des classes d'école sont supprimées, les maisons de sécurité sociale se raréfient... Avec les fusions de communes et de communautés de communes, même l'état civil s'éloigne des habitants et c'est précisément dans les communes les plus isolées que le vote FN est le plus fort. Pour défendre les transports et les services publics, l'industrie, une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement, il y a besoin de plus de député-e-s communistes !

4^{ème} circonscription Défendre l'emploi pour toutes et tous

LES CHEFS DE FILE

Mireille PERNOT
Vice-présidente de Nantes Métropole en charge de l'eau et de l'assainissement

Gauthier LORTHIOIS
Adjoint au maire de Bouguenais en charge des Finances

Le Sud-Loire de l'agglomération Nantaise est particulièrement marqué par sa locomotive économique : l'industrie aérospatiale associée à la recherche appliquée (avec l'institut de recherche technologique).

Le groupe Airbus est un bon exemple du manque de pilotage public : **le gouvernement accompagne les décisions des actionnaires et reste spectateur devant les suppressions de postes et les situations d'emplois précaires** malgré un carnet de commandes plein sur 10 ans. Instituer une propriété publique significative dans le secteur marchand est donc à associer avec une protection légale par le statut des travailleurs afin de donner à ces derniers un emploi stable, correctement rémunéré et dans de bonnes conditions de travail. Par ailleurs, notre circonscription accueillera bientôt le Marché d'Intérêt National ainsi qu'un pôle agroalimentaire, secteurs pourvoyeurs d'emplois mais qui doivent être de qualité. Nous souffrons toujours des politiques d'austérité : les collectivités sont en difficulté et trop de sujets ne sont pas réglés en collaboration avec l'État comme dans le cas de l'accueil des migrants. Malgré des améliorations, **les moyens mis dans l'éducation au sens large reste un sujet de préoccupation**



compte tenu du niveau de vie moyen... Et en sachant que le financement de l'école privée serait fort utile à l'école publique !

Au bénéfice de tous, il est plus qu'urgent de remettre en cause l'austérité et lui trouver des alternatives. Pour cela la COP fiscale proposée par les frères Bocquet et l'audit de la dette doivent être des chantiers prioritaires, notamment si on veut financer une nouvelle branche de la sécurité sociale dédiée à la dépendance compte tenu du vieillissement de la population.

Dernier point : dans nos secteurs périphériques, la présence des services publics comme la poste, est mise en danger autant par le manque de moyens que par la concurrence imposée. Il faut traiter ces deux aspects.

Le Parlement européen ratifie le CETA

Le 15 février a eu lieu le vote du CETA (L'Accord économique et commercial global (AEGC) ou Comprehensive Economic and Trade Agreement -CETA-) au parlement européen.

Le collectif de Loire-Atlantique a organisé le même jour une déambulation dans les rues de Nantes pour protester contre celui-ci. De la place Graslin, jusqu'à la maison de l'Europe les manifestants ont transporté un cercueil symbolisant le recul démocratique que représente l'adoption de ce traité international de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada par le parlement européen au mépris des aspirations populaires.



Le social au coeur

5

La Poste : service public pour tous, partout !

Les évolutions en cours du service public postal impulsées par le groupe La Poste sont plus que jamais préoccupantes. Après l'adoption du contrat de présence territoriale 2017-2020 et la validation par le groupe de l'accord sur les conditions de travail, nombre d'inquiétudes restent de mises. Depuis plusieurs années en effet les mauvais coups pleuvent sur le service public avec des fermetures de bureaux de poste, des réductions d'horaires d'ouvertures, l'allongement de tournées de facteurs, le transfert d'activités postales dans des commerces ou encore la réduction du nombre d'agents... Elles se traduisent simultanément par une dégradation importante du service rendu aux usagers et des conditions de travail des agents.



entre début 2016 et début 2017 alors qu'en parallèle, les relais postaux, tenus par des commerçants ou par des mairies via des agences postales communales se sont développés.

Cette situation et les baisses d'effectifs (plus de 7000 en 2015) est d'autant plus scandaleuse que La Poste a réalisé un bénéfice en forte hausse en 2015, aidée par une hausse historique des prix des timbres. Le bénéfice net par du groupe a progressé de 23,9% à 635 millions d'euros, tandis que le résultat d'exploitation est en hausse de 21,6% à 875 millions. En parallèle le groupe a bénéficié en 2015 de 318 millions d'euros au titre du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) après 323 millions en 2014.

Le contrat tripartite de présence postale territoriale pour 2017-2020 entre l'État, la Poste et l'Association des Maires de France prévoit ainsi de ne plus solliciter l'accord préalable du conseil municipal pour les transformations de bureau de poste, l'accord du maire étant facultatif à quelques exceptions près (DOM, quartiers prioritaires...). Cela ouvre la voie à un grave recul de la démocratie locale et à une absence de débat dans les instances élues.

Face à cette dégradation de la situation les salariés et usagers s'engagent dans cette bataille cruciale pour l'avenir du service public et des territoires. Ainsi à Paris déjà plus de 15 000 signatures ont été récoltées contre les fermetures de bureaux de poste. A l'initiative notamment de comités de quartiers, d'associations, de la CGT et d'élus communistes.

Cette opération de détricotage du maillage de bureaux de plein exercice est déjà bien engagée. Selon 60 millions de consommateurs, les fermetures de bureaux de poste traditionnels se multiplient partout en France. Selon les calculs de l'association, 404 bureaux ont fermé

Plus localement, le conseil de Nantes Métropole a adopté à l'initiative du groupe communiste et de sa présidente Mireille Pernot un vœu appelant la Poste à revoir son plan de transformations de bureaux et à ouvrir dès maintenant le dialogue.

L'Assemblée Nationale adopte l'allongement des congés maternité et paternité !



Suite à une proposition de loi de Marie-Georges Buffet, députée communiste, l'assemblée nationale a voté le rallongement du congé maternité de 16 à 18 semaines, durée minimum préconisée par l'OIT, et du congé paternité de 11 à 14 jours. Ce vote a eu lieu malgré l'avis négatif du gouvernement, opposant des raisons budgétaires aux droits des femmes.

Ce vote fait suite à la mobilisation de nombre d'acteurs pour renforcer la protection du congé maternité.

La CGT a par ailleurs dénoncée « le blocage opéré par le gouvernement, alors que de nombreux drames de fausses couches au travail sont venus rappeler ces dernières semaines l'insuffisante protection des femmes enceintes. »

Alors que le gouvernement a accordé sans aucune contrepartie 40 milliards d'euros de cadeaux aux entreprises avec le pacte de responsabilité, oser refuser l'allongement du congé maternité au prétexte qu'il coûterait 280 millions d'euros sonne comme une provocation.

Les élus et militants communistes ont rappelé leur vigilance pour que les dispositions votées par les député-e-s soient définitivement adoptées et entrent en vigueur au plus vite. Ils ont par ailleurs regretté, que les dispositions de la proposition de loi, visant à rendre effectives les sanctions contre les entreprises qui ne respectent pas la loi et à lutter contre la précarité des femmes sur des temps partiels de moins de 24h n'aient pas été adoptées.

L'adoption de ce texte vient rappeler la pertinence des autres revendications pour améliorer la protection de la maternité. Avec notamment l'enjeu l'allongement du congé maternité de 16 à 24 semaines sachant que l'OIT préconise 18 semaines et l'allongement de la protection contre le licenciement jusqu'à 6 mois après l'accouchement, comme le propose l'ensemble des organisations syndicales françaises avec la Confédération Européenne des Syndicats.

Les salariés des TPE placent la CGT en tête



Les élections professionnelles dans les très petites entreprises ont confirmé La CGT comme première centrale, avec dix points d'écart avec la CFDT, comme en 2012, au terme d'un scrutin marqué par un taux d'abstention supérieur à 92%.

La CGT a recueilli 25,12% des voix (29,54% en 2012), la CFDT 15,49% (19,26%) et FO 13,01% (15,25%). FO est désormais talonnée par l'Unsa, qui a enregistré un bond de près de cinq points, à 12,49%.

Seulement 7,35% des 4,5 millions de salariés concernés ont participé à ce scrutin, qui s'est déroulé du 30 décembre au 13 janvier (20 janvier dans les Outre-mer). Précédemment, en 2012, la participation était déjà en berne, avec 10,38% de salariés mobilisés.

La CGT a ainsi pu déplorer le report du scrutin et qu'« aucune communication digne de ce nom dans les médias n'aura été organisée afin d'informer, sensibiliser et favoriser leur expression. »

Derrière ces élections TPE se joue par ailleurs un bras de fer pour la première place au niveau interprofessionnel national, que la CFDT espère ravir à la CGT. Cette autre mesure, qui sera publiée le 31 mars, est un calcul complexe intégrant les résultats TPE annoncés ce vendredi, ainsi que ceux des élections dans les entreprises privées de plus de 11 salariés, intervenues entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2016. Lors de la précédente mesure réalisée en 2013, la CGT avait enregistré 26,77% et la CFDT 26%. Les résultats des élections TPE vont aussi permettre de désigner des conseillers prud'homaux et les représentants syndicaux dans les commissions paritaires régionales (CPRI), créés en juillet.

Loi Travail : la lutte continue !



La CGT et FO ont saisi l'OIT le 31 Janvier dernier. En effet pour les deux centrales, la loi Travail comporte de nombreuses

dispositions contraires aux textes fondamentaux et aux textes internationaux auxquels la France est liée. Cette loi pour les deux organisations « porte atteinte à la liberté syndicale, au droit à une négociation collective libre et progressiste et au droit à un licenciement « juste ». » C'est pourquoi, une plainte commune de FO et la CGT est déposée auprès de l'Organisation internationale du travail.

Cette procédure enclenchée démontre leur détermination à résister aux côtés des salariés en mobilisant tous les outils à leur disposition. En maintenant notamment le rapport de forces dans les négociations afin d'empêcher la régression des droits des salariés et en actionnant tous les recours juridiques pertinents.

Pour rappel la loi travail a été adoptée, puis promulguée au Journal Officiel le 8 août 2016. Ignorant l'opinion publique, sans débat parlementaire, sans respect pour les organisations syndicales, à coups de 49-3, complétée par environ 130 décrets d'application, elle est désormais applicable. Bon nombre d'exemples illustrent les velléités des employeurs à s'emparer de ce texte pour remettre en cause les droits de nombreux salariés.

Déjà en 2007 et 2011, l'OIT a respectivement disqualifié le CNE (contrat nouvelle embauche) et reproché à la France des réquisitions de salariés grévistes organisées par le gouvernement.

Le Hip hop s'invite à Nantes

Nantes est une ville résolument musicale, après les folles journées, c'est au festival Hip Opession de prendre le relais. Pendant près de trois semaines la culture Hip Hop est mise en avant : Concert, danse, expo, DJ set, cinéma, conférence, battle...

Hip Opession est un évènement unique en France de part la richesse et la diversité de sa programmation ! Son succès ne se dément pas, se sera cette année la 13ème édition.

Au menu entre autre : Kery James, Black Milk, Ultra Magnetic MC's...

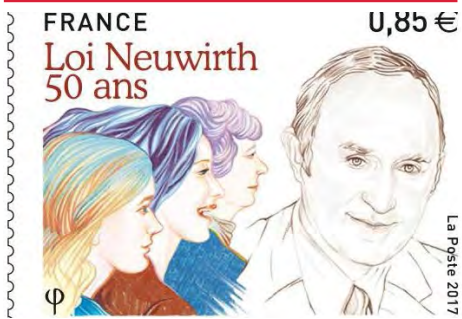
Toutes les informations sur ce festival qui va investir nombre de lieux culturels de la ville: www.hipopsession.com



Culture, idées, sciences

6

Mémoire



Il y a 50 ans le député Lucien Neuwirth gagnait son combat (grâce à l'opposition) pour légaliser la contraception. Le député à aujourd'hui son timbre poste !

La loi Neuwirth a abrogé les articles du code de la santé réprimant la propagande anticonceptionnelle et autorisé l'importation, la fabrication des contraceptifs. Elle a également reconnu la nécessité de lieux dédiés à l'information sur la contraception. Un réel progrès dans une France encore très frileuse sur ces sujets. Il faudra attendre une autre loi adoptée le 4 décembre 1974 pour que la contraception soit véritablement libéralisée et remboursée par la Sécurité Sociale. Et, il faudra attendre encore un peu moins de 10 ans (1975, loi Veil), pour que l'avortement soit lui aussi légalisé

Exposition



Vernissage le 18 février 2017 à 11h00

Salle de la Cour Carrée
Quai Jean-Pierre Fougerat Couëron
ex Quai Emile Paraf
Près de la Tour à plomb

Ouverture du **18 au 26 février 2017**
week-end : 10h00 à 19h00
semaine : 14h00 à 18h30

www.concorde-photo.fr

Une BD sur les 50 otages

Le Comité départemental du Souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes et de la Résistance en Loire-Inférieure édite pour la rentrée 2017 une BD sur l'histoire des 50 otages.

Une Bande dessinée de 40 pages, accompagnée d'un cahier pédagogique sortira entre la mi-septembre et les premiers jours d'octobre 2017. Réalisée par un collectif de jeunes dessinateurs, graphistes, coloristes ... sur un scénario de Gaëlle Richardeau cette édition sera l'évènement ouvrant les commémorations du 76ème anniversaire des fusillades d'octobre 1941.



Pour souscrire et commander la BD - 12€ (au lieu de 15€ à la sortie)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

CP..... Ville.....

A retourner avec votre chèque à l'ordre de :
Comité du souvenir des fusillés : 1 place de la gare de l'Etat - case 1 - 44276 Nantes Cedex 2

« Pourquoi ne pas laisser Marx au programme d'Histoire ? »

Découvrir MARX

Douze textes choisis, expliqués et commentés par Florian Gulli et Jean Quétier, avec une postface de Lucien Sève, pour commencer (ou recommencer) à lire Karl Marx



Cette attaque contre les programmes, n'est pas nouvelle. Déjà en 2008 après l'élection de Sarkozy, la même Académie avait présenté un rapport débouchant sur la réforme des programmes menée en 2010 par Luc Chatel. **A l'approche de l'élection présidentielle, l'Académie tente de rejouer le même coup.**

S'appuyant sur ce nouveau diagnostic formulé à la fin du mois de février, l'Education nationale proposera ses modifications début avril.

Les critiques sont multiples : « Enseignement qui met sur le même plan différentes théories économiques, approche trop

pessimiste de la mondialisation ou de l'entreprise... ». Pour par Yann Coatanlem l'économiste Jean-Marc Daniel, il existe une solution simple, mais radicale : interdire la lecture d'Alternatives économiques aux élèves ! D'autres, proposent de « donner un kit de survie macroéconomique », voire de « changer les épreuves du Bac ».

A l'opposé de ces orientations du patronat et de la droite, le collectif PEPS Economie (Pour un enseignement pluraliste dans le supérieur en économie), souligne que « les cours d'économie proposés aux étudiants dans le supérieur présentent une déconnexion avec le monde réel et manquent cruellement de pluralisme ».

Dans le même esprit, l'Huma Café lors de sa séance de Février, s'est interrogé à l'occasion des 150 ans de la publication du Capital, sur l'héritage du marxisme, et ses potentialités progressistes pour penser notre monde contemporain.

Guillaume Fondu, philosophe et économiste, chercheur à Rennes 2, devant un public attentif de 150 personnes, dont de nombreux jeunes, devait développer ses réponses.

Marx en collaboration avec Engels, était un **Intellectuel de type nouveau,** décloisonnant les savoirs, la philosophie, l'économie politique et la sociologie pour renouveler la pensée matérialiste.

Aujourd'hui les logiciens de la dialectique, de la lutte des classes, ou de la nécessaire lutte idéologique quand ils sont enseignés restent des outils indispensables pour se construire une pensée critique contemporaine.

Découvrir Marx

Florian Gulli, Joan Quétier. Septembre 2016.

Les Editions sociales, 140 pages, 9 euros.

Librairie Vent d'Ouest du Lieu Unique.



- 36 % c'est l'évolution du nombre d'intercommunalités entre le 31 décembre 2016 et le premier janvier 2017. En effet, en plus d'incitations financières à la fusion, la taille minimale de ces structures est passée à 15 000 habitants.

« A l'encontre des espoirs mis en elle, la contribution des autoroutes ferroviaires au report modal apparaît actuellement modeste » selon le dernier rapport de la Cours des comptes. En cause : un manque de stratégie d'ensemble n'incitant pas à leur utilisation et des difficultés de financement que ce soit côté public ou privé...

Au cœur des collectivités

7

Politique de l'eau et de l'assainissement

Interview de Mireille Pernot, Vice-Présidente à Nantes Métropole

Peux-tu m'expliquer en quoi consiste ta délégation ?

Ma délégation concerne le « petit cycle de l'eau » c'est-à-dire l'eau potable et l'assainissement, le « grand cycle de l'eau » comprenant la gestion de la ressource et celle des milieux aquatiques. Il y a 202 700 abonnés (foyers, sociétés, etc) à l'eau potable sur les 309 000 habitants de la Métropole. Le chiffre



L'usine d'eau de La Roche à Nantes

est plus bas sur l'assainissement (196 000) puisque des solutions non collectives existent. Nantes Métropole joue un double rôle. Le premier est celui d'autorité organisatrice : elle est responsable du service public de l'eau et décide des modalités de mise en œuvre. Mais elle est également le plus important opérateur puisqu'elle assume directement, avec des travailleurs au statut fonctionnaire, le système de production d'eau (stations de pompage, usine de l'eau et stockage), la distribution/gestion de la clientèle sur 9 communes (60 % des abonnés eau potable) ainsi que le fonctionnement de la station de traitement de Basse-Goulaine. Le dernier tiers des activités est assuré par veolia sur la distribution d'eau potable, le reste de l'assainissement étant assuré par suiez et la saur.

Nous approchons de la mi-mandat, quels sont déjà les acquis de depuis 2014 ?

Déjà, nous avons pu nous appuyer sur le travail de mon prédécesseur, Raymond Lannuzel qui a gagné un service égal pour tous les habitants de la Métropole et cela à un tarif homogène et particulièrement accessible lorsqu'on compare le prix du m3 pratiqué dans la plus grande partie des grandes agglomérations... et en sachant que notre eau suit des traitements plus évolués qu'ailleurs puisque nous puisons dans la Loire. Conserver ces acquis est un combat de tous les jours.

Sur cette bonne base, nous nous sommes attelés à mettre en place la tarification sociale de l'eau, engagement de la campagne 2014. Nous avons consacré la première année à la conception, en lien avec la Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui rassemble élus et associations représentants les usagers des services publics, ainsi que des agents volontaires de tous les métiers de la Direction des opérateurs publics de l'eau et de l'assainissement (DOPEA). Il y avait deux risques : tomber dans l'assistanat ou dans une charité trop ciblée qui permet à certains responsables de se racheter une conscience mais n'aide pas les usagers. Il est ressorti de nos travaux qu'il fallait faire de l'eau un droit. Nous

Délivrance des titres

Rénovation mais report de charges

Lancé le 16 décembre 2015, le Plan Préfectures Nouvelle Génération (PPNG) prévoit la dématérialisation de la demande des Cartes Nationales d'Identité, des passeports, des permis de conduire et des certificats d'immatriculation. Courant mars, les usagers, une fois toutes les données biométriques enregistrées, pourront demander leurs titres via un simple formulaire internet. La demande sera ensuite traitée dans une des 47 plates-formes réparties sur le territoire national. Notons que les tarifs sur les titres ne devraient pas évoluer.

Pourquoi cette réforme ? 89 % des administrés seraient prêts à effectuer davantage de démarches par internet, surtout pour les formalités (sondage « les français et l'e-administration » du 5/02/2014). De plus, cela permettrait la suppression de 1300 emplois dans les préfectures et les sous-préfectures alors que les communes devront assumer le recueil des données biométriques et l'assistance aux usagers peu à l'aise avec l'informatique. Cela a aussi pour effet de réduire le nombre de

avons considéré qu'il ne fallait pas qu'une personne dépense plus de 3% de son revenu pour 30m3 à l'année (on considère que la consommation raisonnée d'eau d'un foyer de 4 personnes est de 120m3/an). Depuis la mise en place, en juin 2016, la part du revenu dépensé, si elle est supérieure aux 3% du revenu et dans la limite des 30m3, est directement compensé par un paiement de la Métropole vers l'usager. De plus, afin de limiter le non-recours à l'aide et éviter aux personnes d'expliquer encore et encore leurs difficultés financières, le processus de sélection des bénéficiaires est automatique pour presque 100 % des cas. La Caisse des Allocations Familiales est un partenaire précieux pour cela... mais les demandes peuvent être aussi faites en Mairie ou dans les CCAS. Je conseille, avant de se déplacer, de tester le simulateur de droit mis à disposition sur le site internet de la Métropole. Quelques chiffres : 6 000 bénéficiaires en 2016 et 0€ de dépenses supplémentaires car le coût de l'opération (500 000€) est équilibré sur le budget annexe de l'eau par une optimisation des délégations de service public et la fin des remises gracieuses pour les fuites qui ne concernent pas les ménages. Je le rappelle aussi, le tarif de l'eau n'a pas augmenté en 2016. Autre actualité récente : dans le domaine de la coopération internationale je peux me féliciter de l'arrivée, le 4 novembre, à bon port (au Prince) de 70 000 € de SafeWaterCube, invention nantaise de traitement de l'eau, qui devrait aider les Haïtiens à surmonter les dégâts causés par l'ouragan Matthieu.

Quelles perspectives souhaites-tu tracer d'ici aux prochaines élections locales et même après ?

Nous avons commencé à bâtir un droit, je pense qu'il y a matière à continuer et à inventer dans ce sens. Je pense par exemple aux fontaines publiques d'eau potable, très présentes il y a des décennies, à la libre disposition des voyageurs et passants. Nous devons aussi rester ouverts aux coopérations et collaborations si elles se font sans perte et sans profit et je me félicite, par exemple de la pose de la grosse canalisation d'eau potable que nous posons vers la CARENE et Cap Atlantique et qui sera mis en service dans les années à venir. Je souhaite également rester à l'écoute des élus municipaux toutes tendances confondues et continuer à les aider sur les sujets qui me concernent car ce qui compte c'est avant tout les usagers où qu'ils se trouvent.



communes où accomplir les formalités (celles qui traitaient déjà les demandes de passeport). Par ailleurs, ce système exige la création du fichier biométrique TES (Titres Électroniques Sécurisés) qui a fait couler beaucoup d'encre car fusionnant des données personnelles auparavant éparpillées.

Défendre la présence postale dans l'agglomération Nantaise

Le Conseil de Nantes Métropole a adopté le 10 février un vœu demandant à La Poste d'entrer en discussion avec les collectivités sur son projet de supprimer ou de « transformer » plus d'une dizaine de bureaux de poste notamment à Couëron, Vertou, Indre, Saint-Aignan, Mauves sur Loire... Chez certains commerçants, des points de contact avec automates seraient installés ce qui installerait la confusion entre activités commerciales et missions de service public. Les élus communistes, plus que partie prenante sur la défense du service public notent que le groupe a déjà supprimé 7000 personnes tout en récoltant 300 millions d'euros de CICE.

Les communistes nazairiens veulent créer les conditions de la gratuité des transports

Lors du Conseil Municipal du 27 janvier, les communistes ont pu proposer à l'occasion du rapport d'activité de la STRAN, mise en place de la gratuité pour favoriser l'usage des transports en commun. Cette gratuité pourrait se financer en éliminant les coûts itinérants aux contrôles mais exigerait avant tout l'augmentation légale du plafond du Versement Transport que versent les employeurs... Et qui constitue une ressource indispensable au service public de transport urbain.

Les élus communistes Nantais appellent à repenser la politique d'accueil des migrants

Après avoir constaté que sur les 112 mineurs étrangers arrivés en 2016, seuls 40 sont pris en charge, les communistes ont appelé le Département à prendre davantage ses responsabilités dans l'accueil des mineurs, comme la ville de Nantes tente de le faire en soutenant fortement les associations. Plus globalement, les défis semblent être devant les pouvoirs publics : seuls 5 000 migrants ont été accueillis sur les 30 000 pour lesquels l'État s'était engagé.

Des effets d'un Conseil Régional de droite

Chef de file du développement économique, le Conseil Régional produit le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation, localisé en fonction des territoires d'où un débat sur ses orientations au niveau de la métropole nantaise. La droite étant passée par là, les élus communistes ont pu regretter la disparition de la charte de conditionnalité des aides, du Contrat de progrès et de la Commission Régionale de Suivi des Aides... Bref, une action économique sans contrôle de ses effets... au plus grand bénéfice du patronat et des financiers.

Miche Aubé, nouvel élu communiste de Basse-Goulaine

Suite à la démission d'un conseiller municipal de la liste d'opposition, Michel Aubé, militant communiste rejoindra Marie-Claude Robin au sein du conseil municipal goulannais.



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Front commun pour l'autonomie des jeunes

Après le monde associatif, la majorité régionale a choisi de s'attaquer à la jeunesse. Le budget de la région Pays de la Loire pour 2017 prévoit donc une refonte du pack 15-30 pour la rentrée 2017. Après la suppression en 2016 du pass lycéen pro, en 2017 ce sont donc 5 millions d'euros de pouvoir d'achat en moins pour les 65000 jeunes ligériens qui bénéficient de ces dispositifs.



Concrètement, le pass prévention contraception, contenant des coupons pour des consultations gratuites ou la délivrance de contraceptifs, est modifié et devient un pass sur la prévention des addictions.

Le pass culture et sport est suspendu et les pass première installation, complémentaire santé et ordipass sont supprimés. Le pass première installation permettait une aide financière jusqu'à 200€ pour l'achat de mobilier sous conditions. Le pass complémentaire santé permettait un remboursement jusqu'à 100€ sur le 1er contrat de mutuelle souscrit. L'ordipass permettait une réduction jusqu'à 200€ sur l'achat d'un ordinateur pour les lycéens boursiers.

Alors même que ces dispositifs étaient jugés insuffisants du fait des trop nombreuses conditions requises pour y avoir accès, la droite met en avant une utilisation trop faible de ces dispositifs.

À l'inverse, dans la logique de notre proposition de statut social du jeune travailleur en formation, nous demandons de rendre gratuit et automatique l'accès à ces pass ainsi que leur extension à l'ensemble des jeunes de 15 à 30 ans quand certains n'étaient accessibles que jusqu'à 20 ans par exemple.

Ces dispositifs régionaux jouent un rôle essentiel pour l'émancipation tant matérielle qu'intellectuelle des jeunes ligériens. Ces modifications et suppressions, qui touchent à la santé publique notamment, sont le reflet de l'idéologie conservatrice des soutiens de François Fillon.

À l'heure où les jeunes sont les premiers concernés par la précarité, ces attaques renforcent notre volonté de faire barrage à la droite pour les élections de 2017 et de poursuivre la bataille idéologique pour le progrès social.

Un collectif régional des organisations de jeunesse de la région (JC/UEC, UNL, SGL, UNEF, MRJC, JOC, Solidaires étudiant-e-s), et de certains syndicats (CGT/ CGT Jeunes, FCPE) est donc en cours de construction et une réunion publique est fixée à la mi-mars à Nantes.

Commémorations du Procès des 42 et des 16

En janvier 1943, c'est à Nantes que se déroule le plus grand procès de résistants communistes, Francs tireurs et partisans, de l'histoire de l'occupation nazie en France. 45 résistants comparaissent devant le tribunal nazi. Il y aura 37 condamnations à mort, les sentences seront exécutées le 29 janvier, le 13 février et le 7 mai 1943 au terrain du Bêle à Nantes. Au mois d'août de la même année, 16 autres résistants comparaissent devant le même tribunal. Ils seront tous fusillés le 25 août.

Ces 2 procès sont une parodie de justice, pour de nombreux accusés aucuns faits ne sont démontrés et les procès se déroulent en allemand, les accusés ne comprenaient pas cette langue. Pendant cette période de l'histoire, être communiste suffisait à être condamné à mort. Celles et ceux qui ne furent pas fusillés ou guillotines étaient emprisonnés ou déportés vers les camps de la mort.



Photo: Patrice MOREL

Le Samedi 11 février 2017, le comité départemental du souvenir, les autorités publiques, le PCF, la CGT, les familles, ont rendu hommage à tous les fusillés du procès des 42 et des 16. Au terrain du Bêle le matin et l'après-midi à Sainte-Luce pour rendre hommage à Jean et Renée LOSQ, couple de résistants communistes. Jean fut fusillé le 13 février 1943 et Renée déportée à Ravensbrück. Une place de la ville porte leur nom.



Photo: Patrice MOREL

Le dimanche 12 février, à Divatte-sur-Loire, avec le comité départemental du souvenir, une commémoration s'est déroulée en hommage aux républicains espagnols fusillés au Bêle en février 1943 et inhumés dans la commune. Le vendredi 10 février, une plaque commémorative avait été dévoilée par David SAMZUN, Maire de St Nazaire, en l'honneur des républicains espagnols, travailleurs prisonniers et forcés de construire la base

Fidel CASTRO, une épopée CUBAINE




Le nouveau numéro hors-série de l'Humanité, est entièrement dédié à Fidel Castro, figure historique, presque légendaire de la révolution Cubaine.

Fortement illustré de photographies, ce document exceptionnel décrit les liens unissant l'homme et son peuple à leur histoire, commune et contradictoire, indispensables pour comprendre combien celui qui a disparu le 25 novembre dernier a pu incarner une révolution et ses méandres. Des reportages, des entretiens, des analyses, un portfolio.

Ce numéro est disponible à la fédération du PCF de Loire-Atlantique. 84 pages, vendu 6 €

«Nouvelles de Loire-Atlantique»
Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
Fax : 02 40 48 56 36 E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro MAIA
Robin SALECROIX
Gauthier LORTHIOIS
André MAURICE
Marylène RABALLAND



Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
TEL: EMAIL:

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€
Chèque à l'ordre de PCF44
A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES